Impôt sur le revenu—Loi

trie pétrolière semble incapable de trouver le moyen de canadieniser la Banque du Canada.

M. Wilson: On maintient les taux d'intérêt élevés afin qu'ils puissent baisser.

M. Andre: Comme le dit mon collègue, on maintient les taux d'intérêt élevés pour pouvoir les faire baisser par la suite. On peut supposer que les taux d'intérêt baisseront en même temps que le taux d'inflation; pour les faire baisser, il suffit donc de les maintenir élevés. Si je semble embrouillé, monsieur l'Orateur, je peux vous assurer que cette confusion est le lot de presque tous les Canadiens, y compris de bon nombre d'économistes, par exemple les experts du Conseil économique du Canada, du C.D. Howe Institute et d'autres organismes.

Le ministre tient des propos incohérents, même à l'intérieur du même paragraphe. Il parle de contenir et même de restreindre les dépenses gouvernementales, de diminuer le déficit, et du même souffle, il dit que c'est en ayant recours aux dépenses gouvernementales qu'il va favoriser l'essor industriel, la mise en valeur des ressources énergétiques et la reprise économique. C'est par les dépenses gouvernementales qu'il va réduire les dépenses ailleurs, mais c'est aussi par les dépenses gouvernementales qu'il va justifier ces chiffres. Il se contredit dans le même paragraphe. Voyons ce qu'il dit. Il prétend qu'il va favoriser l'essor industriel. Qui peut s'opposer à cela? Par contre, quand on a demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce à qui appartient la responsabilité à ce chapitre, de faire connaître la stratégie industrielle qu'il avait juré pendant la campagne électorale de présenter dès le retour des libéraux au pouvoir, il a répondu qu'elle n'était pas aussi importante que la question constitutionnelle et qu'il n'avait pas le temps de s'en occuper parce que la constitution monopolisait toutes les énergies du gouvernement. Le ministre est incapable de faire deux choses aussi simples à la fois.

Est-ce que les économistes, les planificateurs et autres spécialistes du ministère de l'Industrie et du Commerce sont tous attelés à la réforme de la constitution? Je n'ai vu le ministre à aucune des rencontres qui ont porté sur la constitution. Pour autant que je sache, le ministère des Finances et celui de l'Industrie et du Commerce n'ont pas voix à ce chapitre. Tout l'appareil gouvernemental doit-il cesser de fonctionner pendant qu'on essaie de convaincre M. Duclos et d'autres comme lui qui ont un peu de cœur au ventre qu'ils doivent approuver cette façon d'imposer...

M. Cullen: Oh, oh!

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. La coutume à la Chambre veut que les députés se désignent les uns les autres par le nom de leurs circonscriptions. Le député ayant l'expérience de la Chambre, il n'est pas sans le savoir.

M. Cullen: Oh, oh!

M. Andre: Veuillez m'excuser, monsieur l'Orateur. Je parlais du député de Montmorency (M. Duclos). Le député de Sarnia (M. Cullen) devrait faire preuve d'autant de caractère et de force morale que lui.

● (1450)

M. Cullen: J'en ai davantage mais je ne dis pas de bêtises moi.

M. Andre: Le député de Sarnia est bien dressé. Il sait quand il doit dire oui.

C'est le ministre des Transports (M. Pepin), je crois, du temps où il était ministre de l'Industrie et du Commerce—avant même que je ne sois élu député—qui a lancé la formule d'une «stratégie de développement industrielle». Il avait commencé à étudier la question. Je ne sais plus à quand cela remonte mais nous attendons toujours. Peu importe, puisque le ministre des Finances nous dit qu'il va s'en occuper. Je me demande comment il va faire. Est-ce qu'il compte réduire les dépenses publiques et juguler le déficit? Ensuite, le gouvernement parle de mise en valeur des richesses énergétiques.

Je ne parviens vraiment pas à comprendre comment le ministre des Finances a pu, lundi dernier, à la lumière des effets de la politique énergétique présentée le 28 octobre dernier, déclarer qu'il continue de penser que notre pays va connaître une mise en valeur de ses ressources énergétiques adéquate. On ne peut taxer le ministre des Finances ni d'ignorance ni d'innocence. Il est au courant de la situation. Cependant, comme les politiques du jour ne permettent pas qu'on l'admette, on poursuit cette politique de mensonge éhonté.

On nous dit: «Voici ce que nous allons faire. L'énergie sera mise en valeur.» Le ministre sait qu'il n'en est rien. Je sais que ses fonctionnaires de niveau inférieur à celui de sous-ministre cherchent à se cacher et disent qu'ils n'ont rien à voir avec ce document du 28 octobre; qu'ils ne l'ont pas vu. Ils prétendent que c'est l'œuvre du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du sous-ministre et d'une ou deux personnes de son entourage. Le ministère des Finances n'a pas eu un mot à dire et certains fonctionnaires respectables de ce ministère auraient bien aimé participer à l'établissement du budget du pays. Pour une raison ou pour une autre, on a toutefois confié cette tâche au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) qui en a profité pour donner un coup bas.

C'est malheureusement le ministre des Finances qui devra en subir les conséquences politiques. Il verra que cette année il y aura beaucoup plus de chômage qu'il ne s'y attendait ou qu'il ne l'avait prévu. On n'a jamais vraiment permis à ses fonctionnaires d'examiner cette politique énergétique. D'après mes renseignements, personne au gouvernement n'a pu le faire sinon le ministère de l'Énergie. Cependant, c'est le ministre des Finances qui aura à répondre de la hausse du chômage, de l'augmentation des subventions versées aux importateurs de pétrole par le Trésor public ainsi que des pressions plus fortes sur notre dollar qu'entraîne le déficit de la balance des paiements, et le reste, et le reste. C'est le ministre des Finances qui devra porter la croix que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources lui a imposée quand il a trouvé le moyen de lui faire endosser sa politique énergétique.

Le ministre est de plus comptable de l'adaptation économique. Que signifie l'adaptation économique? Est-ce qu'il s'agit d'un autre ministère de l'Expansion économique régionale? Vous en souvenez-vous, monsieur l'Orateur? Le ministère de l'Expansion économique régionale était censé faire disparaître les disparités régionales au Canada. Depuis combien d'années ce ministère existe-t-il? Et depuis sa création les disparités régionales sont de plus en plus marquées. Quel genre d'adaptation économique prévoit-il là? Je ne puis que m'étonner et m'inquiéter.

Nous devons bientôt reprendre conscience et réagir à la situation et à la conduite de nos dirigeants politiques au Canada. Nous devons examiner de plus près ce que les